

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 301. — 12 novembre 1966

L'AMÉRIQUE
MALADIE



(Lire en page 8.)

(Photo Agfp.)

Bientôt "T.S." nouvelle formule

« Tribune Socialiste » vient de fêter son numéro 300. Amis lecteurs, vous avez été — et vous avez eu raison — souvent critiques quant à la formule ou le contenu de « T.S. ». Croyez que nous en tenons — et en tiendrons — très largement compte.

Nous vous demandons cependant de réfléchir au chemin parcouru. Ils étaient nombreux — pour ne pas dire légion — qui souriaient d'un air sceptique au moment de notre naissance. Il était dans l'ordre des choses qu'un hebdomadaire politique, sans investissements importants au départ, sans publicité acquise, sans équipe permanente, disparaisse assez rapidement.

Les conseils ne nous ont pas manqué. Les encouragements ont été plus rares. Et pourtant, grâce à la fidélité de nos lecteurs, non seulement « T.S. » s'est maintenue contre vents et marées, mais elle va se transformer profondément et prendre un nouveau visage.

La bataille dans les mois à venir pour notre Parti va être rude. Il était normal que « T.S. » prenne part à celle-ci aux avant-postes. Améliorer le contenu et la présentation de « Tribune » devenait une nécessité. Faire rayonner l'influence du P.S.U., faciliter le travail politique de tous nos militants, leur donner les informations nécessaires, appeler tous ceux qui sympathisent avec nos idées et notre activité, à participer à nos travaux, ont été les impératifs qui nous ont guidés dans l'établissement de notre nouvelle formule.

Cette transformation se traduira de la manière suivante, dès le jeudi 8 décembre :

— « T.S. » sera désormais tiré en offset, comportera 12 pages par semaine et 16 pages une fois par mois. Le format sera également changé et la mise en page modernisée. Nous ne saurions trop remercier l'équipe de maquettistes, membres du Parti ou non, qui travaille fiévreusement depuis quelques semaines à donner à notre journal une allure qui correspondra mieux — nous l'espérons — aux goûts et aux soucis de nos lecteurs.

— En ce qui concerne la rédaction, elle sera considérablement renforcée. Notre journal sera plus réfléchi et plus complet. De nouvelles rubriques seront ouvertes et régulièrement tenues par des spécialistes qualifiés. Des documents importants pour tout le mouvement ouvrier seront publiés par nos soins. Le réseau de correspondants à l'étranger, sérieusement complété.

Nos prises de position seront explicitées et soutenues par une information indiscutable. Des « dossiers » établis par « Tribune Socialiste », à la très courte information, notre objectif est de satisfaire votre curiosité, tout en vous donnant des armes.

Ami lecteur, nous savons que ces objectifs sont ambitieux. Nous craignons de ne les atteindre que très partiellement. Il dépend de vous, pour une grande part, que notre journal s'améliore encore plus rapidement.

Vos critiques, comme vos encouragements, nous seront indispensables. Mais vous pouvez nous manifester votre appui de manière encore plus concrète. Que chacun de nos lecteurs s'engage à faire un nouvel abonné. Pendant les trois mois de lancement, des prix d'abonnement spéciaux, très avantageux pour le nouvel abonné, seront consentis.

En préparant notre nouvelle formule, nous avons pris des risques. Ce sont des risques calculés dans la mesure où tous nos lecteurs répondront à notre appel.

Nous avons confiance.

La rédaction de « T.S. »

Loire :

le P.S.U. a tenu ses assises départementales

Suscitant plusieurs articles dans la presse locale, notamment dans « Le Dauphiné libéré » du 31 octobre, « Le Progrès », « L'Espoir » (organe gaulliste) et « La Dépêche », la Fédération de la Loire du Parti socialiste unifié a tenu son congrès départemental à l'hôtel de ville de Chazelles-sur-Lyon.

Étaient représentées : Beaulieu-Montchovet, Bellevue, La Verrerie, Montplaisir, Montaud, Tardy-Centre, pour Saint-Etienne ; Rive-de-Gier, Saint-Chamond, Le Chambon-Feugerolles, Firminy, La Ricamarie (par M. Pierre Gardé, premier adjoint), Boën, Montbrison, Roanne (par M. Salaud, candidat aux prochaines élections législatives) et, évidemment, Chazelles (par M. A. Chermette, adjoint au maire).

André Garnier devait tirer la conclusion des dernières élections présidentielles et annoncer un nouveau colloque grenoblois (Rhône-Alpes), les 3 et 4 décembre à Lyon, auquel participeraient des délégations étrangères amies : Italiens, Suisses et Wallons (les problèmes économiques du Mouvement populaire wallon étant étroitement liés (reconversion des mines) à ceux de la Loire).

Le « contre-plan » que le P.S.U. oppose au projet gouvernemental du V sera une base d'étude solide. Les délégués traiteront des réalités de la vie économique régionale et des institutions possibles à mettre en place pour un juste retour à une véritable démocratie (autonomie régionale et moyens de financement d'une planification régionale).

Rappelant les discussions en cours avec la Fédération démocrate socialiste et le parti communiste, M. Garnier affirmait : « La valse-hésitation des uns ne se prête pas à une alliance étroite de toute la gauche. Nous sommes, nous, partisans d'alliances concrètes, c'est le problème d'action de l'ensemble de la gauche nouvelle que nous voulons engager avant le congrès national des 11 et 12 décembre qui, lui, prendra les décisions qui s'imposent. »

Le secrétaire fédéral, Marcel Pierre, tenait à préciser en outre qu'aux prochaines élections législatives, le P.S.U. présenterait ses propres candidats : MM. Franc (vallée du Gier) et Salaud (région roannaise) ; les

autres candidatures seront décidées par le conseil fédéral prévu vers la mi-novembre (ceci pour réfuter les assertions d'un quotidien parisien qui, un peu trop vite, affirmait que le P.S.U. de la Loire ne présenterait aucun candidat à Saint-Etienne).

Notre Camarade KASTLER Prix Nobel



(Photo A.F.P.)

Alfred Kastler, Prix Nobel de Physique. La nouvelle ne pouvait que réjouir profondément notre parti, puisque Alfred Kastler en est membre depuis sa fondation.

« Tribune Socialiste » s'associe à l'hommage que tout le P.S.U. rend à l'illustre savant, et à l'éminent militant dont la vie et le travail honorent la science et le socialisme.

● Gennevilliers

Gennevilliers vient d'accueillir, contre son gré, une cité de transit, construite à l'initiative de la préfecture sur les terrains départementaux du port et destinée en grande partie à reloger les immigrés qui se trouvaient dans les bidonvilles de Nanterre.

Quelques faits, rapidement évoqués, à ce propos.

Gennevilliers a déjà environ un quart de sa population composé d'immigrés. Ce qui représente une très lourde charge pour la commune et un déséquilibre sociologique, dans certains quartiers surtout.

Ces cités, dont les frais de construction rudimentaire sont assurés par le F.A.S. (Fonds d'action sociale, prélevé sur les Allocations familiales des travailleurs étrangers ayant leur famille hors de France), ont un loyer élevé : 150 F par mois, sans chauffage, pour un trois pièces.

Elles sont établies pour une part sous des lignes à haute tension et dans une zone infestée de rats.

Elles sont loin de tout centre commerçant, sans téléphone, sans dispensaire, sans foyer de jeunes.

L'école, finalement construite par la préfecture, est dotée d'un mobilier défectueux, de poêles dont personne ne veut payer le mazout. Elle constitue un ghetto scolaire et n'accueille pour l'instant que 300 élèves sur les 450 scolarisables : des enfants qui étaient en classe de perfectionnement ne peuvent plus l'être ; des enfants qui étaient auparavant en maternelle ne peuvent plus y être acceptés.

Il a fallu une obstination concertée de toutes les organisations locales pour obtenir que la préfecture accepte de faire face à ses responsabilités. On est encore loin du compte : quand sera obtenu le statut préfectoral promis ? Que faire des élèves ayant dépassé les 14 ans ? Quand y aura-t-il un centre de soins ?

Surtout, quand finiront ces ghettos humains et scolaires constitués à la hâte, sans consultation des intéressés qui le financent ?

Hérault : la Fédération du P.S.U. sur la bonne voie

Depuis six mois, la Fédération de l'Hérault du P.S.U. a progressé de façon très encourageante. Cela a commencé avec la création de la section de Frontignan — avec deux conseillers municipaux — et la réussite de la première manifestation publique de cette section : un meeting avec une centaine d'auditeurs attentifs, devant lesquels Pierre Antonini exposa la politique du parti.

Le congrès fédéral, en mai, a permis de renforcer et d'élargir l'équipe fédérale.

En juin, c'est la création, à Balaruc-les-Bains, d'une nouvelle section, avec quinze adhérents, dont deux conseillers municipaux.

Les 15 et 16 octobre, un week-end fédéral à Sète, avec une trentaine de participants. De l'avis unanime, une réussite qui a permis de discuter à fond certaines questions et de mieux souder l'équipe des militants.

Pour l'avenir, de nouvelles perspectives d'implantation apparaissent (Agde, Lodève, Ganges). La venue fin novembre, d'Edouard Dupreux doit permettre un nouveau pas en avant. Les législatives, avec la présence assurée d'un candidat du parti à Montpellier, seront l'occasion d'une intense activité de propagande, sans que cela nous fasse négliger l'étude des problèmes locaux et régionaux dans les commissions mises sur pied. De son côté, la section étudiante de Montpellier a pris des contacts intéressants et doit pouvoir, cette année, affirmer dans toutes les facultés sa présence militante et son audience.

Donc, nous sentons, après une période difficile en 1963-64, que nous sommes sur la bonne voie. Nous avons conscience de la nécessité, pour nous, si nous voulons jouer pleinement notre rôle dans le renouveau d'une gauche vieillie et sclérosée, de faire la preuve que nous avons non seulement de bonnes idées, mais aussi le sens de l'action et de l'efficacité. Ce n'est pas le plus facile...

Pierre Molino,
secrétaire
de la section de Montpellier.

● Haute-Marne

La Fédération de Haute-Marne organise prochainement plusieurs réunions. Elles se tiendront le :

Mercredi 16 novembre, à 18 h, à Chalindrey.

Mercredi 16 novembre, à 21 h, à Langres.

Jeu. 17 novembre, à 21 h, à Saint-Dizier.

Fédération de Paris

Assemblée d'information sur la préparation des élections législatives le mardi 15 novembre à 20 h 45 à la Maison des Syndicats, 28, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e).

Présence indispensable de chaque militant.

● Nécrologie

Lors de sa dernière séance, la section d'Alès du P.S.U. a rendu hommage à la mémoire de Charles Litschgy, décédé au début des vacances, à l'âge de 62 ans.

Il a fait bénéficiaire de son dévouement et de sa jovialité, non seulement ses camarades, mais encore ses concitoyens qui l'avaient élu conseiller municipal en mars 1965.

Que son épouse et ses enfants soient assurés de toute notre sympathie.

Le 30 novembre Salle de la Mutualité Soirée de la Fédération de Paris

Claude Nougaro
Catherine Sauvage
Maurice Fanon
Colette Magny
Les Achalay

Renseignements : 81, rue
Mademoiselle - SUF 06-71

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :
HARRIS PUISAIS

Directeurs adjoints :
GERARD CONSTANT,
CHRISTIAN GUERCHE

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi 31, r. Mademoiselle
Paris (XV^e) Paris (XV^e)
Tél. : SUF. 19-20 Tél. : FON. 22-60

Pub. Littéraire : 71, rue des Saints-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5828-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

LES LEÇONS DU MANS

SANS revenir sur l'analyse que Michel Lucas fait de l'élection du Mans, il nous paraît important d'en signaler les conclusions les plus marquantes.

Le choix des électeurs manceaux n'était pas comme à Brive entre le pouvoir et l'opposition à gauche, il n'était pas non plus entre le jeune centre et la vieille gauche, il était entre une coalition de notables du centre et de l'extrême droite soutenue par l'U.N.R. et les forces de gauche engagées dans le Parti communiste et le P.S.U. ou militant dans des organisations syndicales et populaires.

Christian Pineau se souvenant de sa candidature aux élections législatives avait choisi de soutenir les éléments conservateurs apportant ainsi une vision confuse et condamnable de la Fédération de la gauche dans ses exercices appliqués de tactique électorale.

Christian Pineau avait fait un faux calcul. La liste de gauche a gagné des voix, le dynamisme de l'unité a assuré à l'alliance de la gauche un nombre de voix qui encourage notre lutte permanente pour rechercher à l'échelon national les bases d'un accord politique.

La conclusion la plus claire est que, décidément, Christian Pineau représente peu de chose.

La démonstration est faite que, même si la Fédération entend favoriser l'accord avec le centre, ses électeurs continuent à voter à gauche.

Ces électeurs ont voulu, au Mans, conquérir la majorité.

Ils démontrent en même temps à tous les électeurs de gauche que, en dehors

par Harris PUISAIS

de la conjonction naturelle des forces politiques, il faut rechercher le soutien de tous ceux qui cherchent à unir la gauche en la souhaitant plus moderne.

Pour rendre la gauche majoritaire, point n'est besoin de rechercher à droite des forces d'appoint. Celles-ci ne s'additionneront à la gauche que si celle-ci offre l'espérance d'une majorité claire basée sur un programme politique précis.

La solution de rechange au gaullisme n'existe qu'à cette seule condition.

Ceux qui, à la Fédération, rêvent encore à l'alliance avec le Centre fe-

raient bien de méditer les résultats des récentes élections de Brive et du Mans. Le Centre et le Gaullisme additionnent leurs suffrages, ils sont condamnés à vivre ensemble, à être associés au sein d'une même majorité.

Pour en arriver là, Lecanuet est prêt à tout, même à avouer que lorsqu'il dit non à toute « cuisine électorale », c'est pour laisser ses candidats « faire ce qu'ils voudront » là où ils seront. Ce qui est pour le moins paradoxal.

Si Christian Pineau n'avait pas trahi, la gauche eût pu être victorieuse au Mans.

Si demain les candidats de la gauche aux élections législatives ne trahissent pas, ils gagneront bien des électeurs qui leur seront reconnaissants de leur combat loyal.

Pour mener ce combat, il est nécessaire de réunir les partis de gauche et de confronter leurs programmes. Il est nécessaire de les amener à concrétiser leurs discussions par un accord politique.

Et il ne sera pas nécessaire alors de faire imprimer un manuel du parfait petit désisteur pour que la gauche retrouve les siens.

Elle y aura, au contraire, gagné sa meilleure chance de victoire.

Pour la F.G.D.S. la croisée des chemins est au Mans

LE 6 novembre 1966 : 425 voix d'écart entre l'équipe centriste du docteur Maury et la liste d'union P.C.-P.S.U., qui comprenait en outre des personnalités d'organisations syndicales et populaires.

Au second tour de 1965, il n'y avait que huit voix. On s'en souvient, entre cette même combinaison et la formation d'unité P.C.-P.S.U.-S.F.I.O.

425, c'est plus que 8. Mais quand on a vu le nombre de trous les tonnes de goudron, les dizaines de lampadaires dont les édiles mal élus du Mans ont truffé la ville depuis dix-huit mois ; quand on a entendu la radio et lu la presse — du « Figaro » à l'« Express » — proclamer le dynamisme « apolitisme » du « jeune centre » manceau (qu'animerait le porte-parole sarthois de Tixier-Vignancour, si l'on en croit l'« Express » qui, d'ailleurs, ne s'en offusque nulle-

ment) et souligner les dangers de la liste « communiste » ; quand on a su tout le mal que la F.G.D.S. et Christian Pineau se sont donné pour torpiller les chances de la gauche dans cette cité en pleine expansion, on est confondu d'un si pitoyable résultat.

Et si c'était à refaire, Christian Pineau ?

Voilà bien de quoi faire réfléchir les formations et les responsables de la F.G.D.S. : les électeurs du Mans ont choisi la dynamique unitaire. Il leur a suffi de constater que l'unité était réalisée, fût-elle partielle, pour qu'ils confirment leur volonté à quelques centaines de voix près. Tant pis pour les absents.

Mais surtout, la gauche a condamné au Mans, dans sa quasi-totalité, les jeux scandaleux auxquels se sont livrés, sous le contrôle de survivants de la IV^e et

même de la III^e, avec la bénédiction de diverses obédiences, les dirigeants sarthois de la F.G.D.S. Leurs porte-parole rendaient compte en présence du premier adjoint centriste du docteur Maury, membre du bureau de la F.G.D.S. Quant aux militants de la S.F.I.O., ce sont nos camarades qui les informaient.

Voilà où mène la tactique graduée : à n'avoir qu'une faible influence, suffisante pour faire mal à la gauche mais insuffisante pour pouvoir contribuer à parler haut, comme le fit « Monsieur le Ministre » aux représentants du P.C. et du P.S.U.

Cette leçon doit porter. De nombreux militants de la S.F.I.O., dont l'ancien maire du Mans, Robert Collet, et douze des treize candidats de 1965, se sont battus pour que la gauche offre enfin un autre visage que celui des louvoisements subtils et changeants.

Le résultat de cette élection doit leur donner courage, comme à nous tous. Il leur offre une raison déterminante pour convaincre ceux qui disent ne pas vouloir soutenir l'antigaullisme de droite en vue de contrer l'U.N.R., mais qui n'hésitent pas à lui faciliter la tâche pour barrer la route aux communistes.

Notre regretté Antoine Mazier, qui a su construire et conduire, à Saint-Brieuc, une gauche efficace et unie, disait : « La gauche se condamne à l'impuissance en rejetant le parti communiste. »

Les électeurs du Mans ont impérieusement enjoint à la F.G.D.S. de se rallier à cette gauche-là, entière, sérieuse et soudée par des engagements profonds et durables. Sinon, comme au Mans, dimanche dernier, elle ne sera rien.

Michel Lucas.

La brochure "SANTÉ" est parue

Cette brochure, magnifiquement illustrée, comporte le programme Santé du P.S.U. et deux additifs : l'un sur l'équipement sanitaire et social dans le V^e Plan ; l'autre sur les problèmes de réadaptation.

● Prix : 2 F l'unité, 1,90 F par 10, 1,80 F par 50, 1,50 F par 100.

● Passez vos commandes : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e. - C.C.P. Paris 5826-65.

Une colère bien contenue

Il faut le dire, il y a dans les assises de la Convention des Institutions républicaines un climat sympathique. Les jeunes — et les moins jeunes — militants s'y ébrouent, s'apostrophent, et disent à la tribune un certain nombre de vérités que les habiles apprécient peu, mais dont l'observateur P.S.U. se réjouit.

Le climat donc au départ de la Convention était à la colère, et à une colère saine. Les atterroissements de la Fédération, ses ambiguïtés, ses contradictions avaient créé un malaise.

Si l'on ajoute que la « troisième famille » de la Fédération n'est pas sans faire quelques complexes à l'égard de ses autres partenaires, et se sent — non sans quelques raisons — un peu défavorisée par la distribution des investitures, ou les négociations menées par les formations traditionnelles — S.F.I.O. comme radicaux — on comprend que les cadres moyens de la Convention aient eu à souci de dire, haut et clair, qu'il était temps d'en finir, et qu'il devait sortir de ces assises un appel à l'unité de la gauche, sans compromissions et sans faux-fuyants.

Et il est vrai que tout au long de la première journée, on a pu croire que la Convention allait déborder sur la gauche l'ensemble de ses partenaires.

Mais cette volonté un peu « boy-scout » selon le mot d'un des dirigeants de la Convention, ne pouvait, semble-t-il, leur convenir. On le vit bien au sein de la Commission.

Des débats après

Les débats de celle-ci furent, en effet, plus après qu'on ne l'a dit. François Mitterrand, président de la F.G.D.S., pouvait difficilement laisser « aller trop loin les choses ».

La technique des suggestions de chacune des composantes de la Fédération, par rapport aux orientations définies par la F.G.D.S., avait été brillamment appliquée par la S.F.I.O. lors de son Congrès. Pouvait-on aller plus loin ? Un certain nombre de militants provinciaux, quant à eux, le demandaient.

Dès lors, il fallait composer. Satisfaire quelques exigences, inventer quelques formules, mais en même temps contenir le mouvement.

On le vit bien dès l'intervention de Louis Mermaz, secrétaire général de la Convention, qui se garda de reprendre à la tribune une phrase-clef de son rapport écrit.

Evoquant en effet la rencontre nécessaire et demandée avec le Parti communiste, Louis Mermaz écrivait : « Le Parti communiste, depuis le mois de janvier a demandé aux autres républicains de s'entendre avec lui sur un programme commun et sur une tactique électorale commune. Nous estimons que ces deux revendications sont précisément de la compétence de la rencontre souhaitée et doivent être l'objet de la discussion à ouvrir ».

A la tribune, il devait dire : « Nous n'avons pas l'intention de discuter avec le Parti communiste de l'élaboration d'un programme commun, ni d'un accord de désistements automatiques ». Le recul était donc net.

On s'alignait sur la S.F.I.O. et l'on colorait le tout avec, il est vrai, quelques propositions nouvelles.

Les nouvelles propositions

Pour l'essentiel, elles se bornent à trois :

— l'accent est mis sur le désistement à gauche. Mais les orientations



(Photo A.D.P.)
François Mitterrand.

de la Fédération étant elles-mêmes approuvées, on admet la hiérarchie précisée par la Fédération. Le problème des « républicains de progrès » reste donc entier. Encore que, et il faut le noter, la rupture avec le Centre démocrate semble consommée.

— une commission émanant du comité exécutif national, devrait être chargée de contrôler toutes les décisions de désistement et de maintien. La Convention veut ainsi faire face aux attitudes prévisibles d'un certain nombre de radicaux. Tels Maurice Faure. Simple question cependant : il doit s'agir ici des questions importantes prévues par les statuts de la Fédération ? Ne doit-il pas y avoir un vote avec une majorité de 314 ? Et celle-ci est-elle obtenable dans le cadre de la représentation par tiers des trois familles ?

— Enfin les débats publics proposés par François Mitterrand — en dernière heure et sans que la Commission en ait débattu — ne sont-ils pas une proposition « d'agitation » plus que l'expression d'un souci réel de dialogue ?

On sent bien en définitive qu'il y eut en fin des débats la part de l'improvisation. Il reste la coloration. Encore une fois elle est sympathique. Mais attendons les assises du parti radical. Nous verrons sans doute plus clair.

Christian Guerche.

Message du P.S.U. à la Convention des Institutions républicaines

Votre Convention se réunit en un moment particulièrement important pour l'avenir de la démocratie. De Gaulle, se comportant ouvertement en chef de parti, vient de reprendre à l'égard de tous les citoyens de ce pays son chantage habituel : moi ou le chaos !

Pour lui, le choix est à faire entre sa majorité d'inconditionnels et les quatre ou cinq fractions opposées au régime et opposées les unes aux autres. La gauche doit relever ce défi. Elle ne peut le faire valablement qu'en s'unissant tout entière

autour d'un programme dynamique et cohérent.

Certes, les désaccords subsistent entre les partis de gauche, mais nous pensons qu'un examen sérieux, entrepris dans un esprit d'unité, permettrait sinon de les surmonter intégralement, du moins d'aboutir, avant les élections, à un programme commun.

C'est seulement ainsi que la gauche pourra poser valablement sa candidature à la succession du gaullisme et montrer au pays qu'elle est capable de constituer

une majorité cohérente et non plus un amalgame de minorités.

Un programme commun doit être le fruit d'une discussion commune et ne saurait être imposé unilatéralement. A cette fin, le P.S.U. a adressé plusieurs appels à la F.G.D.S. dont votre Convention est membre. Lors de la publication — en juillet — du programme de la F.G.D.S., le P.S.U. y a vu une contribution utile au débat à engager entre toutes les formations de la gauche.

C'est dans cet esprit que nous avons adressé au comité exécutif de la Fédération un certain nombre d'observations critiques, suivies de questions précises. Nos observations ont été enregistrées, mais aucune réponse n'a été apportée à nos questions.

Cependant, la résolution du Congrès de Suresnes de la S.F.I.O. propose que le comité exécutif de la F.G.D.S. accepte de participer à des réunions avec des organisations politiques ayant pour objectif principal de mettre fin au régime gaulliste et il a été précisé ensuite qu'il s'agissait des organisations de gauche et non du Centre démocrate.

Le désaccord de la gauche sur le Vietnam

N'est-ce pas une question que l'on doit et peut se poser tant sont grandes de nouveau la confusion et l'insistance à soutenir que règne l'accord là, où manifestement il y a désaccord ? Divergence grave parce qu'elle concerne une guerre non seulement atroce, mais encore dont l'issue s'avère de plus en plus devoir être capitale pour l'évolution du monde. Le mieux n'est-il pas de recourir aux textes ?

L'accord du colloque

Le 9 octobre 1966, les formations politiques de gauche. P.S.U., P.C.F., F.G.D.S., signent un texte commun au terme du X^e Colloque juridique, auquel se joignent d'autres organisations syndicales et de jeunesse. Dans ce document laborieusement élaboré (1), on peut lire notamment :

« ...Que cette guerre a débuté par une révolte du peuple sud-vietnamien contre la politique d'oppression du gouvernement Diem et contre le refus de procéder aux élections prévues par les accords de Genève ; qu'elle avait ainsi le caractère d'une guerre civile, mais que, du fait de l'intervention armée des Etats-Unis, elle est devenue une guerre internationale où s'affirme la résistance du peuple vietnamien... »

Si les mots sont dotés de sens, cela signifie que la guerre initialement civile a pour origine une légitime révolte du peuple sud-vietnamien et que l'intervention américaine en internationalisant le conflit, a doublé cette guerre civile d'une résistance nationale à l'encontre d'un agresseur étranger. La logique conduirait à condamner sans détours la politique américaine, ce à quoi se livre la suite de la motion à laquelle il est fait allusion. La logique exigeait également que d'une telle analyse l'on déduise la conclusion qu'une paix équitable ne peut passer que par l'accès du peuple sud-vietnamien aux droits pour lesquels il lutte. Ce qui suppose de d'une manière ou d'une autre, ce même peuple sud-vietnamien parvienne à faire admettre et reconnaître ces droits par les Américains. Question de rapports de force à propos de laquelle on risque d'épiloguer à perte de vue, mais qui ne saurait remettre en cause la justesse du principe de base. Ce n'est qu'en demeurant fidèle à ce principe que l'on aura quelque chance d'aider, par solidarité de gauche, le peuple sud-vietnamien à parvenir au triomphe de ses revendications.

Certes, les observateurs se souviennent que le 9 octobre le document final ne fut pas mis au point sans de très grandes difficultés. Succès de l'unité, démarche qui jouerait comme précédent, nous nous attachions à le croire, contre ceux-là mêmes qui tendaient à en minimiser la portée. Cependant, nous n'ignorions

Il faut que ces rencontres aient lieu très prochainement et qu'y participent toutes les organisations de gauche. Il faut qu'elles aient pour objet l'élaboration d'un programme politique et d'une tactique électorale.

Nous souhaitons que votre Convention partage nos préoccupations et favorise l'ouverture de ces discussions.

Aux espoirs suscités par l'action unie de la gauche à l'élection présidentielle, trop de déceptions ont succédé. Il est encore possible de donner un nouvel élan aux forces populaires de ce pays, mais il ne reste que très peu de temps.

Unie autour d'un programme, renouée dans ses méthodes et dans ses structures, la gauche peut et doit regagner à la cause de la démocratie et du socialisme les centaines de milliers d'hommes et de femmes égarés dans le gaullisme.

La gauche redeviendra alors le parti du mouvement et de l'avenir.

Pour le bureau national
du P.S.U. :

Edouard DEPREUX.

pas qu'entre les positions de départ de certains et leur aboutissement un fossé trop large avait été comblé en un délai trop bref pour que l'on n'éprouvât pas quelque crainte d'assister à une remise en cause de l'accord, fût-ce implicitement ou explicitement.

Le 12 octobre, lors d'un meeting à la Mutualité, partageant nos appréhensions et se référant à l'apreté des débats du 9, W. Rochet aux côtés de Guss Hall, devait déclarer :

« ...D'aucuns soutiennent la thèse selon laquelle pour parvenir à un arrangement le mieux est de ne pas rechercher qui a tort ou raison. Nous, communistes — et nous l'avons dit au cours du Colloque juridique sur le Vietnam — nous considérons, au contraire, qu'il n'est pas possible de mettre un terme à la guerre si l'on escamote les responsabilités, si l'on refuse à l'avance de rechercher la cause du conflit qui réside précisément dans l'intervention américaine en violation des accords de Genève... »

Voulant, ou laissant croire, qu'une page était tournée, Paul Laurent ajoutait : « ...Les tenants de la thèse du partage des responsabilités dans l'origine de la guerre du Vietnam ont dû faire marche arrière... »

Qu'en fut-il par la suite ?

Au bas de l'appel pour le « milliard », à l'exception de plusieurs membres de la « Convention » dont Bergougnoux et M. T. Eyquem (appartenant au cabinet du « contre-gouvernement »), on recherchait en vain des noms de personnalités S.F.I.O., radicales.

Des divergences qui comptent

Dans son discours de clôture au Congrès de Suresnes, G. Mollet déclara :

« ...Le problème n'est pas celui des responsabilités, mais celui des possibilités de rencontre. D'abord, avant tout, cessation des bombardements du Vietnam du Nord, c'est la condition préalable... »

Enfin, lors de sa conférence de presse du 3 novembre et de son intervention aux assises de la Convention, F. Mitterrand polissait une telle approche du problème vietnamien en indiquant :

« ...La Fédération a une position extrêmement claire au sujet du Vietnam. Il y a dissymétrie en ce qui concerne les responsabilités, mais, politiquement, est-il sérieux d'imaginer que la paix reviendra si l'on n'établit pas une sorte de symétrie ? Il serait irréaliste de penser que la paix pourrait échapper à deux conditions : le droit du Vietnam à disposer de lui-même et le maintien de l'équilibre mondial des forces... »

A ces différents rappels, il convient de mentionner qu'à l'occasion de sa dernière conférence de presse, le général de Gaulle avait repris des thèses

(1) Cf T. S. n° 297 du 15 octobre 1966.

mes qu'un grand nombre d'hommes de gauche partagent.

Dès lors, deux conclusions s'imposent : la Gauche est en désaccord sur le Vietnam, en dépit de la convergence à laquelle avait abouti le Colloque juridique; en outre, une partie des dirigeants de la Gauche se situent objectivement « à droite » du général de Gaulle, du moins sur ce problème, au moment même où l'on prétendrait contester l'orientation « gaulliste », ce qui implique de se placer résolument « à gauche » du général. Au nom de Djibouti et d'un passé que nous n'avons pas effacé l'on peut restreindre sinon la portée de Phnom-Penh, du moins la pureté des intentions qui y a conduit. La réciprocité est vraie également : le Vietnam empêche F. Mitterrand de se placer en censeur de Djibouti.

Cette démonstration, semble-t-il irréfutable, nous paraît d'autant plus grave, que, pour ne retenir que les derniers propos du président de la F.G.D.S., on finit à partir d'intentions que l'on veut croire louables, par fausser les données de l'approche du problème vietnamien. Il ne s'agit pas de jouer sur les mots : hormis le fait que de part et d'autre on a affaire à deux camps qui se combattent — ce qui introduit une certaine symétrie contenue d'ailleurs dans toute forme d'antagonisme — on ne saurait affirmer sans conséquences « qu'il n'est pas sérieux d'imaginer que la paix reviendra si l'on n'établit pas une sorte de symétrie ». Le prétendre équivaut non seulement à revenir intégralement sur l'analyse des causes du conflit, mais en renvoyant dos à dos les belligérants, c'est contester au F.N.L. les raisons pour lesquelles il se bat, c'est ouvrir une porte à l'alignement sur la thèse américaine de l'agression du Nord.

Sur le fond, M. Lecanuet ne s'écarte guère de cette optique lorsqu'il stipule : « ...Le rétablissement de la paix au Vietnam est une préoccupation dominante. Il n'y a d'issue que dans une négociation sans préalables unilatéraux, à laquelle participeront tous les Etats concernés... » (Cf. la motion du « Centre Démocrate » adoptée dimanche à l'issue de son conseil politique.)

Au-delà des fausses symétries

La symétrie de fait, à laquelle dans les deux cas il est fait référence, revient en réalité à lui substituer une symétrie de fond que nous ne saurions endosser. Car, qu'on le veuille ou non, il y a toujours un agresseur et un agressé, et il y a toujours des raisons qui ont conduit les uns et les autres à se combattre militairement. L'on ne saurait placer ces réalités primordiales entre parenthèses et juger pacifiquement d'un point de vue prétendument impartial. Le pacifisme qui refuse de prendre parti est non seulement illusoire, il pèse en faveur de l'interprétation des U.S.A., à un moment où ces derniers enten-

dent prouver au monde et au tiers monde qu'aucune guerre d'indépendance nationale n'est payante et ne peut être gagnée. C'est le point capital sur lequel Gilles Martinet avait insisté au Colloque juridique en explicitant la position du P.S.U.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que contrairement au document du 9 octobre, F. Mitterrand ne fasse nullement référence à la nécessaire participation du F.N.L. à toute négociation; pas plus qu'il n'est surprenant de voir l'orateur appeler « au maintien de l'équilibre mondial des forces », alors que le 9 octobre, ses représentants acceptaient l'idée de neutralisation du Sud-Est asiatique, ce qui pour le moins sous-entend la remise en question de la présence américaine dans cette région (il est vrai qu'à la Convention, dimanche dernier, le député de la Nièvre se déclarait partisan de la neutralisation).

A une récente émission de « Radio-Luxembourg », M. J. Fauvet du journal « Le Monde », rappelait à F. Mitterrand qu'en politique ce sont les actes qui comptent plus que les raisons ou les intentions. Sinon, on en viendrait à légitimer l'équipée de Suez au nom des idéaux « socialistes » de ceux qui s'y risquèrent et à condamner sans appel la prise de position du Président de la République pour le nationalisme qui la commande. Singulier paradoxe qui ne saurait être dépassé convenablement que si l'on admet que les actes et les intentions doivent être de nature identique. On mesurera à quel point une telle adéquation est encore hors de portée et à quel point la Gauche devra combattre pour parvenir à un tel équilibre. Pour l'immédiat, l'illustration des désaccords que l'on vient de fournir, indique le drame de la Gauche. Ces ménagements de la responsabilité américaine, que l'on observe d'ailleurs un peu partout dans le monde, expliquent que la guerre du Vietnam dure et s'aggrave. Ils ne sont pas de nature à aider les mouvements d'opposition qui se manifestent aux Etats-Unis, pas plus qu'ils ne sont susceptibles de contraindre leurs dirigeants à enrayer l'escalade dont on peut craindre l'aggravation au lendemain des élections du 8 novembre. F. Mitterrand affirme : « Nous n'avons pas, nous, de contentieux avec les Américains »; pour différer qu'il soit de celui qui obsède de Gaulle, nous affirmons avoir au moins un objet de contentieux, sinon avec les Américains, du moins avec Washington : le Vietnam.

Plus égoïstement qu'au niveau de nos ententes électorales, ajoutons que nous appréhendons qu'un comportement de compromis ne fasse le lit de l'accélération de la guerre, d'une guerre qui nous échappe de plus en plus et par là même risque un jour de ne pas nous épargner, si tant est qu'aujourd'hui elle puisse sembler lointaine et paraître autoriser trop de concessions.

C. G.

vaît exercer une autorité totale sur les mécanismes financiers, et par là même sur l'exécution du Plan. C'est à juste titre qu'on a pu parler, à propos de ce système, de capitalisme d'Etat.

L'Etat renonce à ses moyens d'action

Que l'Etat n'ait pas utilisé les pouvoirs dont il disposait, qu'il ait notamment laissé les banques nationalisées devenir des féodalités indifférentes à tout ce qui n'est pas leur profit, que les commissaires du gouvernement se soient transformés en otages, voire en avocats du capitalisme privé, que l'Etat ait gaspillé une part importante des capitaux obligés de passer par le budget, que les derniers gouvernements de la IV^e République aient été incapables d'empêcher l'inflation galopante, tout cela explique que les propositions d'assainissement de M. Rueff, puis les réformes de M. Giscard d'Estaing aient paru à beaucoup salutaires. Plus personne n'osait croire à la perfection de l'ancien système. Celui-ci fut donc démantelé, au nom du libéralisme et des équilibres « naturels ».

Les mesures prises depuis huit ans se résument en effet en ceci : l'Etat renonce à ses moyens d'action, au profit des interventions décentralisées des groupes privés. Le budget a été réduit, non pas en valeur absolue, mais dans toute sa partie qui, par l'intermédiaire de divers comptes du Trésor, correspondait aux financements des investissements prioritaires. L'Etat s'est retiré des circuits des capitaux, laissant le champ libre aux entreprises, d'une part (grâce au développement de leur capacité d'auto-financement), aux intermédiaires financiers, d'autre part, qui voient et qui verront leur rôle accru dans la collecte de l'épargne et sa répartition. Dans ce nouveau système, les initiatives dispersées font la loi, la recherche du profit maximum redétermine le moteur et le principe directeur des décisions. Le Plan peut rester « une ardente obligation », elle ressemble de plus en plus à la version qu'Edgar Faure en donnait jadis : « C'est une vue à long terme qui n'engage pas l'avenir. »

Mais le capitalisme d'Etat n'est pas mort pour autant. Il est simplement noyé dans la confusion. En effet, la France n'est pas plus l'Amérique que M. Giscard d'Estaing n'est John Kennedy. Les entrepreneurs français continuent d'espérer des capitaux collectés par le Trésor parce qu'ils ne veulent ni les devoir aux actionnaires, trop curieux, ni les emprunter aux banquiers, trop chers. Le capitalisme français a secoué le joug étatique, mais les grenouilles continuent de réclamer un roi, et les financiers un ministre qui les guide. Celui-ci ne sait plus à quel saint se vouer. Ni saint Valéry et saint Michel n'y peuvent rien, mais la liberté des marchés, les équilibres spontanés, l'orientation des investissements par les choix des épargnants, et même la recherche du profit supposent une discipline chez les uns, une abnégation chez les autres qu'aucun individu et aucun groupe social n'acceptent plus aujourd'hui délibérément. Le capitalisme libéral ne marche pas en France.

Il a donc fallu en revenir aux interventions publiques. Mais le cœur n'y est plus, le talent fait défaut et la confusion règne. L'Etat intervient : il emprunte pour ensuite redistribuer les fonds à quelques élus. Il promet, puis il ne tient pas. Le Plan aurait voulu... mais l'humeur a changé, le ministre aussi. Bref, le dirigisme a perdu son objectivité, c'est-à-dire ses liens avec une volonté nationale; il sert le plus souvent les exigences du court terme, c'est-à-dire l'arbitraire. Quand M. Pompidou déclare : « L'économie se porte bien, mais la Bourse est cadavérique », il résume fort bien les contradictions du système actuel.

Un manque d'imagination

Que peut-on lui opposer ? Suffirait-il de revenir aux principes et d'améliorer les techniques de la IV^e République pour trouver les moyens financiers nécessaires à une politique de gauche ? Des faits nouveaux sont-ils apparus ? Faut-il faire œuvre d'imagination ?

Le P.C. ne semble pas fonder beaucoup d'espoir sur le retour aux méthodes antérieures, même si celles-ci sont complétées par des mesures jugées utiles comme la nationalisation des banques d'affaires. Son scepticisme vise surtout la « nationalisation

du crédit », proposée par la F.G.D.S., jugée trop vague et trop limitée par le commentateur de « l'Humanité ». Au reste, le P.C. n'est pas loin de penser que « la circulation du capital-argent » n'est pas le problème le plus important, qu'il y a quelque illusion à s'en préoccuper autant. Cette position permet d'élargir le débat et de dire que le vrai problème est la « démocratisation des monopoles » par la conquête de la « propriété monopoliste privée implantée dans les industries-clés ». S'ensuit un catalogue de nationalisations qui, très vite, recouvre la totalité de l'économie, et l'on change de perspectives.

Le programme de la F.G.D.S. traduit une opinion inverse. La politique financière a reçu une attention particulière, les mesures proposées sont parmi les mieux fondées et les plus réalisables de toutes celles que contient ce document. Mais à ce réalisme correspond une prudence, un manque de visée lointaine qui justifie parfois les réserves du P.C.

Certes, la nationalisation des banques d'affaires, la modernisation du crédit bancaire, la création d'une banque nationale d'investissement, la commission de l'épargne publique viendront utilement compléter, renforcer les pouvoirs dont l'Etat disposait avant l'intervention des réformateurs gaullistes. Mais n'est-ce pas revenir à un problème antérieur et risquer de refaire les mêmes erreurs ? La F.G.D.S. ne semble pas s'être interrogée sur les faiblesses de la IV^e République. Ce n'est pourtant pas un malencontreux grain de sable qui a paralysé la mécanique du dirigisme bancaire. Ce n'est pas par hasard que l'Etat a mal utilisé et laissé tomber en quenouille ses pouvoirs financiers.

Dépasser les contradictions du régime

On ne peut pas ignorer la contre-attaque capitaliste, dont la rencontre de Grenoble a longuement discuté les conséquences. On ne peut pas fonder une politique socialiste sur la logique financière du capitalisme privé, même si l'on compose avec cette dernière dans une phase de transition. Faute d'admettre cette impossibilité, la F.G.D.S. s'enferme dans de graves incohérences.

On ne peut pas, en particulier, vouloir à la fois la restauration du marché financier et la taxation des plus-values boursières, la fin de la spéculation et des placements plus rémunérateurs. De tels propos peuvent être tenus aux U.S.A., en marge d'un système fort qui ne demande qu'à se développer, avec le consentement de tous les groupes sociaux.

En Europe, les contradictions du capitalisme d'Etat sont plus poussées, plus apparentes. Il appartient au socialisme d'avoir l'audace et l'imagination nécessaires pour dépasser ces contradictions. Ce n'est plus en contrôlant le capitalisme financier qu'on progressera. Cette formule a pu se montrer efficace quand elle servait les exigences de la reconstruction, avec la complicité des leaders du capitalisme privé. Aujourd'hui, la croissance ne se fait plus dans la pénurie des matières premières, dans la certitude des besoins et sous la protection des douaniers. La croissance est désordonnée, irrégulière, très profitable pour les uns, catastrophique pour les autres. Il ne s'agit plus de contrôler des mécanismes. Il s'agit de changer le système.

Certaines évolutions pourraient préparer ou faciliter ce changement. La croissance du niveau de vie et le

(Suite page 6.)

PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

la Gauche et la Finance

A plusieurs reprises, nous sommes revenus sur quelques aspects des programmes du P.C. et de la Fédération. Jacques Malterre a montré les lignes de convergence, et les faiblesses, des programmes du P.C. et de la F.G.D.S. sur le plan des objectifs généraux. Il faut maintenant faire le même bilan dans le domaine des moyens financiers qui permettront de viser ces objectifs avec quelques chances de les atteindre.

Avant d'apprécier les propositions du P.C. et celles de la F.G.D.S., rap-

pelons à quoi elles s'opposent : rappelons les caractéristiques de la politique financière gaulliste.

La politique financière gaulliste

« L'intendance suivra », disent volontiers les militaires avec condescendance. Un peu de recul montrera aux historiens que sous le général président l'intendance a joué un rôle important, encore que discret, pour transformer le fonctionnement de l'Etat. La politique financière de la V^e République a profondément modifié les moyens de la politique économique et sociale. On s'apercevra que le gaullisme n'était pas seulement la décolonisation, la grandeur et la réforme du bac, mais surtout une transformation du capitalisme financier.

La IV^e République avait construit un appareil financier dominé par l'Etat. Les réformes du Tripartisme avaient instauré un contrôle du crédit assez puissant, grâce à la nationalisation des banques de dépôt, à la surveillance des banques privées par des commissaires du gouvernement, au contrôle de l'ensemble par le Conseil national du Crédit. De plus, les circuits et les pratiques financières faisaient de la direction du Trésor le point de passage obligé souvent des capitaux, toujours des décisions importantes. L'Etat exerçait ou pou-

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

DU 13 AU 20 NOVEMBRE 1966

SOYEZ GÉNÉREUX !

Semaine du SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS C.G.P. 654-37 PARIS

développement de l'épargne dans des couches nouvelles de la population crée un fait nouveau que la gauche doit méditer. On peut penser que les modes d'accumulation de la classe dirigeante s'imposeront à ces nouveaux épargnants. Le phénomène s'est produit aux Etats-Unis, mais une politique délibérée en faveur de l'actionnariat populaire l'avait préparé. On peut aussi penser que le mystère dont la classe dirigeante entoure tout ce qui évoque la finance et l'argent, contribuera à séparer les anciens et les nouveaux épargnants. Dans cette hypothèse, ceux-ci constituent une force potentielle importante que l'appareil bancaire traditionnel n'a pas encore captée, qui peut être organisée et développée dans un réseau

financier indépendant et concurrent du premier. Ceux qui connaissent la Suède, les Pays-Bas ou l'Allemagne savent le rôle que les caisses mutuelles et les caisses d'épargne peuvent exercer comme contrepois au système financier traditionnel. En France, des choix importants seront bientôt nécessaires pour orienter l'action de la Caisse des dépôts vers un compromis entre son rôle central au service du Plan et la décentralisation des circuits qu'elle contrôle.

Sans faire de ces formules une panacée, les programmes de la F.G.D.S. et celui du P.C. auraient gagné en réalisme et en efficacité s'ils les avaient prises en considération.

Michel Daval.

Bidault-Soustelle : trois mois avant les élections

M. Bichet, ancien ministre M.R.P., qui fut un fervent partisan de l'Algérie française, reste — et c'est son droit — un disciple de Georges Bidault. Il s'ennuie de son absence et lance un appel pour que soit demandé son retour en France en même temps que celui de Jacques Soustelle.

Neuf cents réponses favorables ont été enregistrées jusqu'à ce jour. Seul, le président du groupe parlementaire U.N.R., Henri Rey, proteste et s'indigne. Les autres ne démentent pas. Et quels autres ? Les anciens parlementaires de droite qui, du P.R.L. au R.P.F., sont passés par la gamme des groupes indépendants, de droite ou du centre.

Les anciens M.R.P., ministres, sénateurs ou secrétaires d'Etat, Lecanuet y compris.

Les anciens radicaux bien connus pour leurs sentiments « Algérie française », tels que Lafaye, André Morice... et des S.F.I.O. ayant toujours flirté avec ceux-ci dans le sillage de Max Lejeune et Robert Lacoste, tels que le député de l'Ariège Déjean, élu par les voix réactionnaires et qui soutint autrefois le Comité de Vincennes.

Qu'importe après tout, ces hommes sont du même camp. Les timorés d'hier y rejoignent les plus bavards. Maurice Faure s'y redresse et Pradel, maire de Lyon, s'y repolitise.

Le font-ils pour des raisons prémonitoires ?

Sont-ils animés par des sentiments de pure amitié ? Ou, plutôt, ont-ils des arrière-pensées politiques ?

Nul ne le précise. Le sondage, tel un bon référendum gaulliste, ne por-

tant qu'une seule question : « Etes-vous favorable au retour en France, sans condition, de MM. G. B. et J. S. ? »

Ainsi posée, la question est presque devenue comme un fait politique important. François Mitterrand lui-même « souhaite qu'ils puissent rentrer en France », sans préciser si cela doit être « sans condition » ou par l'antichambre de la justice.

Bien entendu, le président de la Fédération n'a pas pris l'initiative de cette question qui ne fut qu'incidente dans son interview à Radio-Luxembourg, mais elle est maintenant du domaine public et ne peut qu'être commentée.

Pour nous, ce subit intérêt sur le retour en France des deux anciens leaders de « l'Algérie française » ne nous semble pas tellement désintéressé.

Nous approchons des élections et toutes les voix compteront.

Celles des rapatriés d'Algérie comme celles des anciens tenants de l'O.A.S.

Allons-nous donc assister à des assauts de courtoisie, à des appels à la séduction, à des générosités de circonstance ?

Sous prétexte que les partisans de l'Algérie française sont antigauillistes, va-t-on solliciter leurs suffrages à gauche comme on le fait à droite ?

Il serait temps d'être moins habile et plus ferme.

La gauche a autre chose à faire qu'à s'associer aux pétitions de la droite.

Il y a des pièges qu'il faut savoir éviter.

Il y a des voix qu'il faut savoir récuser.

magnes et la solution n'est pas encore trouvée pour le combler. Là encore, M. Erhard s'est montré absolument impuissant à seulement imaginer quoi que ce soit. Le timide rapprochement avec l'Est n'est que le fait des sociaux-démocrates qui, dans ce domaine, se sont avérés un peu plus dynamiques que leurs adversaires démocrates-chrétiens. Toutefois, l'originalité et l'imagination ne sont pas non plus les qualités dominantes des sociaux-démocrates.



(Photo Keystone.)
Gerstenmayer :
encore le meilleur.

Un parti communiste interdit, une gauche nouvelle encore embryonnaire et sans grande audience.

Une grande confusion

Le choix des électeurs n'est pas très grand entre ces deux formations géantes que sont la C.D.U. et le S.P.D., d'autant que les socialistes, s'ils méritent encore leur nom, ont tellement essayé de ressembler aux chrétiens-démocrates qu'il est maintenant difficile de les distinguer.

Dans ce malaise politique évident, dans cette confusion, les résultats des élections de Hesse n'ont rien qui puisse étonner. Le maintien des deux grands montre que les sociaux-démocrates, de par leur mollesse et

leur conformisme, n'ont pas su tirer parti des extraordinaires maladresses de M. Erhard.

Le recul des libéraux, seule note encourageante dans ce tableau, prouve que la démagogie ne paie pas toujours. Quant aux progrès du N.P.D., parti d'extrême-droite qui regroupe une bonne partie des nazis restant encore en Allemagne, ses progrès importants en progression, sinon en chiffres, on fait crier « au loup » dans bien des journaux. N'allons pas jusqu'à dire que les nazis reviennent et que Weimar n'est pas loin. M. von Thaden évoque plus Pujade que Hitler et le succès de son parti, succès qui s'amplifiera lors des élections en Bavière, montre plus qu'une apparition de sinistres fantômes, le mécontentement d'un certain nombre d'électeurs.

Une caricature gaulliste

Le danger n'est pas d'un retour des nazis au pouvoir, il est plutôt dans une sorte de 13 mai aboutissant au pouvoir exécutif, maître et souverain du législatif. Le manque d'efficacité de l'équipe au pouvoir, le manque d'équipe de rechange font que beaucoup d'Allemands veulent maintenant « un homme fort » à la Chancellerie.

Les noms de M. Strauss ou de M. Schroeder sont souvent prononcés. Ce n'est pas encourageant. L'un rêve de faire du gaullisme sans le général, l'autre pense beaucoup trop à la bombe atomique pour que nous soyons rassurés. Seul, M. Gerstenmeier semble, au sein de la démocratie chrétienne, capable de faire un chancelier équilibré.

Mais, dans cette phase de la vie politique allemande, qui sortira finalement vainqueur ? L'alliance actuelle se ressoudra-t-elle avec un nouveau chancelier ? Les sociaux-démocrates tenteront-ils, avec les libéraux, de gouverner, comptant sur six voix de majorité ? Tout est possible, mais si la crise actuelle se prolonge, nul doute que la démocratie, que certains hommes ont eu tant de mal à imposer, n'en sorte affaiblie. Encore une fois, le danger ne découle pas de l'extrême-droite, qui vient bruyamment de gagner quelques petits sièges, mais plus sûrement du pouvoir qui, par son incapacité à gouverner, pourrait faire surgir de son sein non un Hitler, mais une caricature gaulliste.

M. Joch.

ALLEMAGNE

Crise de la démocratie

Depuis cet été la dégringolade politique de M. Erhard est spectaculaire, nous en sommes au dernier épisode qui n'est pas, loin s'en faut, le plus digne d'honneur la démocratie. Capitaine d'un navire qui ne lui obéit plus et d'un équipage mutiné, M. Erhard, sourd et aveugle ou trop malin, laisse s'échafauder toutes les combinaisons destinées à se débarrasser d'un chancelier désavoué par tout le monde, mais dont on ne sait pas comment faire disparaître le corps.

Les marchandages de Bonn, les luttes personnelles pour la succession au sein de la démocratie chrétienne, le pouvoir politique à la dérive montrent que la démocratie allemande traverse une crise, la plus grave de sa jeune histoire, la barre doit être vite redressée car les jeux politiques malsains des dirigeants ouest-allemands n'évoquent que trop ceux de la IV^e République. Espérons ne pas avoir un jour à évoquer Weimar.

L'impasse

Crise de confiance, la politique allemande de 1966 est dans l'impasse,

Courrier de la République

25, rue du Louvre, Paris (2^e)
Le numéro d'octobre est paru :
LA SCIENCE - LA POLITIQUE ET L'EUROPE
En vente au prix de 2 F

giant économique, nain politique, « Michel », quand il évoque les problèmes qui se posent à son pays, ne trouve comme réponse que des points d'interrogation. Malaise social, le « miracle » allemand saura-t-il trouver son second souffle ? Politique étrangère hésitante ou irresponsable, le souci de suivre le grand ami américain conduit M. Erhard à abandonner, en ce domaine, toutes initiatives, laissant à la France le rôle de leader européen. Alliée de l'O.T.A.N. à part entière, l'Allemagne n'en fournit, en fait, que la piétaille. M. Schroeder, malgré son désir de faire de l'Allemagne une puissance atomique, n'a jamais pu obtenir de Washington le moindre levier de commande. L'amitié américaine a des limites bien étroites. M. Erhard, lors de sa dernière entrevue avec M. Johnson, en a eu un exemple frappant. On aime bien, de l'autre côté de l'Atlantique, les amis que l'on peut considérer comme des serviteurs. Les gaullistes allemands, M. Strauss en tête, ne manquent pas de relever que, si M. Erhard avait été un peu moins enclin à considérer son pays comme un Etat américain et s'était un peu plus montré européen, les problèmes de défense et d'intégration de l'Allemagne dans le continent n'auraient pas abouti à une telle impasse.

La réunification est un autre point d'interrogation que laissera M. Erhard à son successeur ? Il est bien certain que la position proaméricaine du gouvernement de Bonn et la politique en découlant, relations très froides avec l'Est, anticommunisme sommaire pour ne pas froisser l'oncle Sam, n'ont pas arrangé les choses. Le fossé est très profond entre les deux Alle-

Billet du Cambodge

L'année 1966 marquera une évolution très sensible dans la vie politique du Cambodge. Bien plus que le voyage du général, c'est la décision de créer un « contre-gouvernement » qui nous paraît recouvrir une importance capitale.

Depuis la création du Sangkum — cartel des anciens partis politiques et non parti unique — le chef de l'Etat, Norodom Sihanouk, avait pouvoir de désigner les candidats députés dans chaque province et de nommer le chef du gouvernement royal.

Pour la première fois, cette année, le prince Sihanouk a renoncé à ce droit et stimulé la démocratie cambodgienne en encourageant diverses candidatures « sankumiennes » dans une même province. Il a, par ailleurs, laissé le soin à la nouvelle assemblée de choisir le chef du gouvernement royal.

Celle-ci vient d'élire le général Lon Nol, soupçonné par ses détracteurs d'avoir des positions trop « modérées ». Bref, le nouveau gouvernement serait accusé de cacher, derrière un verbalisme gratuit, une volonté de freiner la mise en place de structures économiques de type « socialiste ».

En conséquence, l'opposition d'une partie du Sangkum au nouveau gouvernement Lon Nol se retrouve autour d'un journal du « contre-gouvernement », dont les membres sont autorisés, voire encouragés, à émettre des critiques, des vœux, des suggestions ou des remarques à l'encontre du gouvernement en place. On attend de cette opposition qu'elle contrôle en toute honnêteté, mais sans complaisance, la politique du Parlement, obligeant les élus à rester « éveillés, attentifs et corrects » pour reprendre les termes de Sihanouk lui-même. Le contenu du bulletin d'opposition sera « radiodiffusé à l'intention de la nation », trois jours après sa parution.

Il va sans dire que les options fondamentales du Cambodge, tant en politique extérieure qu'en politique

intérieure, ne sauraient être remises en cause.

Cela nous permet de rappeler que, seul dans le Sud-Est asiatique, ce pays refuse toute aide, quelle qu'elle soit, qui serait « conditionnelle » et qu'il a eu l'audace de renoncer, il y a quelques années, à « l'aide » américaine. Ayant choisi une politique de neutralité, il s'y tient contre vents et marées.

En matière de politique intérieure, le pays est animé d'une volonté de créer un « socialisme cambodgien » qui s'inspire à la fois d'une idéologie bouddhiste et des principes d'une économie de type socialiste.

Cette formule originale, à la réalisation de laquelle N. Sihanouk ne ménage pas ses efforts, fait « ricaner » un certain nombre d'observateurs de mauvaise foi. Quoi qu'il en soit, elle nous paraît être la seule voie possible pour un Cambodge en pleine révolution silencieuse qui tient à sauvegarder son originalité, ses frontières et sa paix, dans cette Asie du Sud-Est en proie à la déliquescence.

Ces mesures récentes ouvrent plus largement la porte à la contestation, car la volonté d'instaurer le socialisme ne doit pas aboutir à la création d'un parti monolithique incapable de résoudre les problèmes concrets. Le prince lui-même ne cache guère qu'il a été, jusqu'à ce jour, impuissant à mettre un terme à la corruption, notamment.

Le rôle de l'opposition sera donc de veiller à l'efficacité de la politique choisie par le nouveau gouvernement et de dénoncer, le cas échéant, les abus ou les carences.

Dans ce sens, ces mesures de démocratisation ne peuvent que renouveler l'intérêt et l'amitié que l'on peut porter à ce pays dont la ligne et le courage politiques ne cessent de s'affirmer, en dépit des difficultés intérieures et des menaces extérieures.

Paul Rillet.

CINÉMA

Les Rapaces

Le cinéma se penche sur son passé...

Deux grandes reprises et diverses rétrospectives (Bogart et Dean) témoignent de l'intérêt croissant du public pour des œuvres qui ne sortaient guère des ciné-clubs ou des musées.

Une épouvantable mutilation

Dix ans après sa mort, quarante ans après avoir renoncé à la mise en scène, Eric von Stroheim reste un cinéaste peu connu. Les films qui comptent parmi les plus importants du muet ne lui ont pas valu une renommée comparable à celle d'Eisenstein, de Poudovkine ou de Chaplin. Il est vrai que ceux-ci n'ont pas abandonné précocement leur carrière, tandis que Stroheim, démoralisé par les difficultés croissantes rencontrées à Hollywood, redevenait simple acteur et, à deux exceptions près (La Grande Illusion et Sunset Boulevard), semblait se complaire dans des films médiocres qu'il rehaussait cependant de son ombreuse personnalité.

Pourtant, en 1924, lorsqu'il entreprit *Les Rapaces* (1), Stroheim jouissait d'un exceptionnel prestige artistique et commercial qui pouvait lui permettre une absolue liberté créatrice. La version originale du film durait plus de dix heures. Affolés par sa longueur et ses audaces, les maîtres de la « Metro Goldwyn-Mayer », malgré les protestations de l'auteur, confièrent à un tâcheron hollywoodien le soin de réduire ce monument à un digest d'une centaine de minutes. Dès lors, un ressort était brisé. Stroheim, dégouté, allait passer de l'autre côté de la caméra. Ce procédé demeure, hélas ! courant en Amérique où les réalisateurs n'ont que rarement le droit d'effectuer le montage de leurs films : on sait qu'Eisenstein devait en être victime avant Cukor et Mankiewicz. Le producteur se considère généralement comme le véritable propriétaire de l'œuvre qu'il se réserve le droit de modifier, c'est-à-dire de mutiler.

Grandeur et décadence du muet

Puisque nous ne verrons jamais les vrais *Rapaces* stroheimiens, il faut nous contenter de cette version tronquée et désordonnée qui conserve néanmoins une singulière puissance expressive. On ne peut donc guère lui reprocher certaines insuffisances de construction ou des lacunes gênantes qui n'existaient sans doute pas dans la version complète. Par

contre, le cinéma moderne nous a habitués à plus de subtilité dans l'étude du comportement et de l'évolution psychologique des individus. L'absence de parole oblige à ne présenter que des « temps forts » avec une insistance qui fait parfois sourire. Mais ce cinéma conserve toute sa force dans la description collective, car l'amplification convient alors parfaitement à la chose exprimée. C'est pourquoi la scène de la noce est une des plus significatives des *Rapaces* : le groupe et chacun des éléments qui le composent sont présentés avec une grotesque férocité.

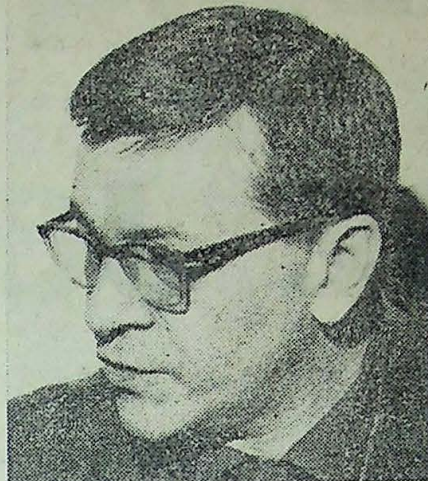
L'en'ér stroheimien

« J'ai voulu tailler mes films dans l'étoffe rugueuse des conflits humains », déclarait l'auteur qui, en adaptant un roman américain de la fin du XIX^e siècle, désirait montrer comment la cupidité des hommes les transformait en êtres cruels et veules. La première originalité de Stroheim réside dans son souci de vérité qui l'a conduit à tourner son film sur les lieux mêmes de l'action. A cet égard, on peut le considérer comme l'ancêtre du néo-réalisme. Pourtant, la vérité stroheimienne semble bien incomplète : l'histoire et la société en sont étrangement absentes ; les personnages, livrés à leurs impulsions, parfois héréditaires (on songe à Zola) ou élémentaire, ne paraissent être les produits d'aucune société définie : du moins les mécanismes de cette société ne manifestent pas clairement leur influence sur le comportement de Mac League ou de Flora. Le groupe auquel ils appartiennent semble être clos. Dès lors, l'attention de l'auteur se concentre sur le processus individuel de la décomposition de la personnalité sous l'effet d'une passion exclusive. Malgré l'absence de toute volonté d'interprétation sociale ou politique, la peinture de cette déchéance est forte, car l'acteur est manifestement fasciné par la laideur qu'il décrit. On peut alors parler d'enfer stroheimien, un enfer hallucinant quand, sous le soleil incandescent du désert, Mac League est condamné à mourir enchaîné au cadavre de celui qu'il vient de massacrer. L'univers qui nous est imposé n'a plus rien à voir avec un naturalisme plus ou moins naïf, c'est le monde cauchemardesque des grands visionnaires désespérés tels que Goya.

B. Sizaire.

(1) Studio de l'Etoile, rue Troyon, Paris (XVII^e).

(dimension qui fait défaut à Brecht, par exemple, sauf peut-être dans quelques-unes des premières pièces). Quoi qu'il en soit, que la vérité soit folle ou que la révolution française le fût, on transpire jusqu'aux tripes dans la fulgurante prophétie de Marat. Sont-ce les textes mêmes de Marat, ou bien les thèses que lui prête Sade, voire celles de Weiss, on est coincé au cœur de ce bouleversement lisible et qui ne peut plus avancer, trahi sans doute, mais aussi en avance sur l'époque et peut-être pour l'éternité. Trahi, bien sûr, Ma-



(Elie Kagan.)

Peter Weiss : un dramaturge authentiquement révolutionnaire.

rat voit des traits partout, il y a en lui quelque chose d'extrême qui doit habiter, par exemple, les Chinois de la « révolution culturelle ». Mais il y a les traités qui, tout simplement, reculent devant la violence, toujours de plus en plus nécessaire pour combler le fossé entre l'exact schéma et les rares moyens du moment. Contre la sublimation de la violence se lève Charlotte Corday, petite bourgeoise poursuivie par les assiduités précieuses et obsédées de Duperret, girondin comme d'autres sont nobles.

Le cri de Charlotte Corday, si proche d'A. Camus et des *Justes*, certains ne le jugeront pas intégralement contre-révolutionnaire, au milieu de ce chaos qu'il faudra organiser, comme dirait Malraux. Napoléon, l'impérialisme et ses guerres, la société de consommation de masse l'organiseront. Et même d'autres révolutions qui se sont voulues totales accepteront d'être organisées, d'être à la mesure du temps et des choses. La révolution n'est-elle qu'une technique, auquel cas Sade aurait raison avec ses hantises et ses soifs infinies, auquel cas Marat n'aura été qu'un technicien qui n'a pu, à l'époque, se

servir de l'instrument-violence. Autre éventualité, la technique réclamée à cor et à cri par Marat n'était destinée qu'au service d'une éthique neuve pouvant remplacer toutes celles qui auront trainé avant et depuis. Alors sa mort s'explique parfaitement, prix d'un homme qui aura voulu changer le monde.

Cette œuvre, cette très grande œuvre de P. Weiss est servie par une mise en scène, qui sans toujours être adéquate, constitue cependant un cas unique dans les annales du théâtre français. Si les principaux acteurs, à l'exception de Françoise Brion, nous ont paru dominés par un texte trop puissant pour leur savoir-faire, le spectacle « total », par contre, synthétisant la gesticulation, la foule, la musique, le chant, le cri, etc., atteint une efficacité et une beauté indiscutables.

Avec *L'Instruction*, P. Weiss s'affirme comme l'un des plus grands dramaturges vivants, en compagnie de Heinar Kipphardt (*Le Dossier Oppenheimer*), de Rolf Hochhuth (*Le Vicaire*), de Günther Grass (*Les Plébéiens répètent l'insurrection*), etc., il dessine les contours d'une nouvelle école allemande que, pour ma part, je place au-dessus des autres et que je considère comme plus significative que la percée britannique. Si vous aimez le théâtre, si vous estimez que la représentation de tout événement doit se dérouler au-delà d'une simple transcription de la réalité, si vous n'ignorez pas que Paris a beaucoup à apprendre de Berlin, Londres, Varsovie, etc., alors ne manquez pas *Marat* !

Claude Glayman.

Marat, de P. Weiss, adaptation d'A. Jacob, musique de Jean Prodromidès, mise en scène de Jean Tasso, décor et costumes d'A. Acquart, au théâtre Sarah-Bernhardt.

● Communiqué

Le Groupe de recherches d'études théâtrales (G.R.E.T.H.), créé en mai 1966, sur l'initiative de quelques étudiants de l'Institut d'études théâtrales de la Sorbonne, organise les mardis 22 et 29 novembre, au Théâtre d'Essai et de Culture, un spectacle dont le thème est « Apollinaire à la guerre ».

Location ouverte « Aux Trois Baudets », 2, rue Coustou, Paris-18^e (MON 81-98). Métro : Blanche.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Fahrenheit 451

THÉÂTRE

La passion de MARAT

Le marquis de Sade donne sa version de Marat. Pour le divin marquis, il faut opposer aux hommes d'une révolution collective et économiste, la rédemption par l'individu et la chair. Et pourtant la copulation rêvée par Sade n'aboutit-elle pas à la promiscuité du nombre et de l'anonymat. Ce n'est là qu'un exemple des contradictions qui séparent les deux lutteurs, voire même de contradictions propres à l'un et à l'autre. Il faut immédiatement préciser que le texte de Marat est destiné à être représenté par les malades de l'asile

Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis

Le vendredi 18 novembre à 20 h 30
Le Centre Lyrique Populaire de France présente :

« Le Fou », drame lyrique de Marcel Landowski.

Création de : « Les Adieux », opéra de Marcel Landowski.

Après octobre, « Mois Rimbaud », novembre sera consacré à François Villon. Tout le mois, des comédiens iront dire des poèmes dans une classe, dans une bibliothèque, sur le marché, à la cantine d'une usine. Et le lundi 21 novembre à 20 h 30, aura lieu au théâtre une soirée animée par le Centre Dramatique de Saint-Denis, avec au programme une conférence de Marcel Cohen sur François Villon.

Prix des places : 3 F.

de Charenton : thérapeutique, thérapeutique pour qui ? La démence et le délire qui dévalent sur la scène sont-ils ramenés à la raison par l'équilibre de l'Histoire qu'elles prétendent représenter ou bien, à l'inverse, la passion de la révolution et celle de Marat ne trouvent-elles pas leur sens profond au cœur de l'intense déferlement ? On serait tenté d'opter pour la seconde hypothèse, puisque nous sommes en 1808 et que règne Napoléon, le continuateur de la révolution bourgeoise et l'usurpateur de celle qui n'a pu être accouchée malgré les forceps de Marat et de quelques autres. Sans oublier des C.R.S. avant la lettre dont le rôle est rempli par des bonnes sœurs armées de crucifix-matraques dans la plus pure tradition surréaliste.

Derrière cette folie se profile la vérité, pour tromper la vigilance de la censure et celle de toutes les censures qui toujours existent truquant le sens réel de l'Histoire. Autrement dit, si le spectacle est partout, à propos de tout et dans tout, c'est que cette descente en enfer permet d'atteindre l'horizon de la révolution. Détrompez-vous d'ailleurs, si vous vous imaginez que le texte de Peter Weiss se laisse aller à la déglutition verbale comme s'y livrent tant d'auteurs impuissants. Le verbe de Weiss est à l'économie, il signifie clairement ce qu'il entend indiquer, même s'il ne dédaigne pas la rhétorique poétique lorsque celle-ci s'impose et même s'il est directement influencé par un freudisme évident

VIENT DE PARAITRE

A lire sur les États-Unis

● Fred J. Cook : « Le F.B.I. inconnu ». — Dossiers des « Lettres Nouvelles ». — 426 p., 22 F.

De ce grand journaliste américain, nous avions lu il y a quelques années « Les Vautours de la Guerre froide » où se trouvait minutieusement analysée la société américaine en tant que société militaire. Dans le présent ouvrage, F.J. Cook présente le F.B.I., un véritable Etat dans l'Etat, ses méthodes, son organisation, son idéologie, ses chefs, son influence sur l'orientation de la politique des U.S.A. A lire dans une période où le F.B.I., C.I.A. et militaires prennent de plus en plus d'importance et de poids.

● Kenneth B. Clark : « Ghetto noir ». — Robert Laffont, collection « Les Voies de l'Homme ». — 294 p., 18 F.

De ce sociologue noir américain, nous connaissions plusieurs articles, parus notamment dans « Les Temps modernes ». Ici, il s'agit d'une synthèse des éléments qui définissent le problème noir aux U.S.A. Au surplus, l'analyse de K.B. Clark est claire et facile à lire. A conseiller pour prendre contact avec l'une des questions majeures qui se pose aux U.S.A.

● Malcolm X : « Le pouvoir noir ». — François Maspéro. — 264 p., 18,80 F.

Le leader noir est désormais entré dans la légende, mais en deçà ou au-delà de la légende, un homme politique existait dont il est du plus haut intérêt de connaître les points de vue. Cet ouvrage, constitué par une suite de textes de Malcolm X, permet de suivre l'itinéraire d'un dirigeant profondément sensible aux conditions de vie de son peuple et qui en était venu à considérer la révolution, le « pouvoir noir » comme condition à sa libération.

● C. Wright Mills : « Les cols blancs : essai sur les classes moyennes américaines ». — François Maspéro. — 367 p., 24,65 F.

La plupart des Français de gauche — à l'exception des spécialistes — ignorent la richesse de l'école sociologique américaine. Prononcer ici les noms de Riesman, de Wright Mills, etc., c'est évoquer des inconnus alors qu'aux U.S.A. il s'agit déjà de « classiques ». L'heureuse initiative de l'éditeur Maspéro comble une lacune d'autant plus grave que ces analystes ont décrit des aspects de la société américaine qui, à quelques variantes près, sont en train de devenir nôtres en Europe occidentale. A l'heure où les programmes politiques ont besoin d'une rigueur quasi scientifique, des ouvrages comme celui de Wright Mills doivent être lus par tous les militants.

● « Le Western ». — Collection 10/18. — 375 p., 8,95 F.

Si le western fut à l'origine une institution américaine, il est devenu, le temps aidant et le commerce en sus, un produit quasi universel. Curieusement, cette mondialisation s'est accompagnée d'un effort sincère et exigeant de la part des cinéastes américains pour retrouver à travers le western la geste de l'histoire intime et perdue des Etats-Unis. Ce faisant, sur le plan sociologique, le western répond de plus en plus à un besoin éprouvé un peu de la manière d'un antidote à la vie excessivement urbanisée que nous menons. Le présent « dictionnaire » retrace à la fois l'histoire, commente et répertorie cette profonde tradition qu'est devenu le western. Plusieurs critiques célèbres ont prêté leur concours à une œuvre aussi plaisante qu'indispensable.

L'AMÉRIQUE MALADE DE JOHNSON

LA seule crainte que l'on pouvait avoir, pour l'Amérique, c'est que le corps électoral y maintienne, à travers les élections de mardi, sa fidélité au président Johnson.

Cette crainte est écartée. Si quelque chose est clair dans les résultats des scrutins, c'est précisément que Johnson n'est pas — ou est mal — suivi. Tous les sondages le laissent prévoir : on assiste à une remontée impressionnante du parti républicain.

Ce renouveau, l'opposition ne le doit pas à ses qualités propres. Un parti qui avait brigué la présidence, il y a deux ans, pour un démagogue aussi abject que Barry Goldwater, qui n'a rien fait, qui n'a pas produit un seul homme, en dehors de Lindsay à New York, ni une seule idée — un tel parti n'offre aucune chance d'amélioration à la démocratie américaine qui traverse une dépression dont il vaut mieux ne pas se dissimuler la gravité.

Danger du présidentielisme

ON saisit là sur le vif le danger le plus banal d'un régime présidentiel. Tout y dépend du chef de l'exécutif qui est en même temps, et tout naturellement, chef de parti. Or un Johnson rusé, habile, obstiné, incapable à dominer les problèmes, dépourvu d'idées et incapable de guider l'opinion, a pu, en deux ou trois ans, causer d'immenses dommages. Il n'agit que pour éviter de prendre des décisions. Il se borne à appliquer les recettes qui lui sont fournies par l'administration. Dans ce système, l'inspiration politique est supposée passer du peuple au

président, de celui-ci au gouvernement et à l'administration. Le relais présidentiel est grippé.

par Marc VAUTIER

Le corps électoral répond par une sorte de poussée de température. Des démocrates aux républicains, le malade se retourne dans son lit.

Un visage pire encore

MALGRE les pertes subies par les démocrates, Johnson reste « maître du Congrès », comme on le dit partout. Cela ne serait rien si la majorité démocrate, bien qu'amenuisée, n'était pas encore plus inerte, conservatrice, réactionnaire que la majorité triomphante de 1964 dans laquelle tous les efforts raisonnables, en particulier les efforts d'hommes comme William Fulbright ou McGovern ou J. McCarthy, se sont englués.

Or, de 1964 à 1966, le visage des groupes démocrates dans les deux chambres est devenu pire encore. Le racisme s'y étale plus impudemment que jamais. Les hommes qui pourraient un jour personnifier un cours politique nouveau — au premier rang desquels Robert Kennedy — restent d'une prudence de Sioux. Ils craignent manifestement d'affronter une opinion tiraillée entre la crainte d'un malaise

économique et la confiance aveugle en la force de la nation.

L'heure du courage

POURTANT, il semble bien que l'heure du courage soit proche. Le petit référendum organisé dans un faubourg populaire en dit long sur les réserves de raison politique qui subsistent — qui, peut-être même, grossissent — dans le peuple américain.

Il s'agit de voter pour le maintien jusqu'à la victoire ou sur le retrait du corps expéditionnaire U.S. au Vietnam : 19.000 électeurs se sont prononcés pour le maintien, 13.000 pour le retrait. C'est là une proportion inespérée, alors que le président, les machines politiques, les syndicats et la presse presque entière accréditent l'idée que le retrait des forces américaines du Vietnam est impensable, qu'il signifierait le reniement de la parole donnée, qu'il provoquerait l'effondrement de « l'Asie libre » et qu'au demeurant seuls les communistes et quelques intellectuels lunaires peuvent envisager une telle solution.

On voit par là combien la tâche serait facile à un président qui déciderait de retourner la vapeur. Il aurait sans doute à affronter de furieuses résistances dans l'armée et à remonter le courant créé par des années d'intoxication. Mais il trouverait, d'emblée, une très forte partie de l'opinion prête à l'appuyer. Cette partie de l'opinion qui, seule, humblement, abandonnée par toutes les puissances politiques constituées, pense déjà à contre-courant.